Le Rouge Gorge

2021, L'humain d'abord !

PCF SÉCTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français juin 2021

Lors de la présentation des candidats de la liste « Rassemblement de la gauche combative, républicaine et écologiste » pour les élections régionales, le député et ancien maire de Dieppe Sébastien Jumel, a eu ces mots qui sonnent juste : « Sur cette liste, il n'y a pas de notables, de transfuges, d'héritiers et pas de combines. C'est une liste avec des soignants, des maires, des ouvriers, des salariés. Notre accord politique montre le large rassemblement que nous incarnons. ». Et, effectivement, le rassemblement est large : Parti Communiste, Parti des Radicaux de Gauche, France Insoumise

Parmi ces candidats figure un fécampois, Aurélien Simon, infirmier au centre de gérontologie Yvon Lamour de Fécamp. C'est un signe fort, qui marque la volonté des communistes fécampois de faire entendre au conseil régional la voix de celles et ceux qui se sont retrouvés en première ligne pendant la pandémie, la voix de celles et ceux qui ont tenu la France à bout de bras pendant cette crise éprouvante au moment où il n'y avait ni masques, ni vaccins. La liste menée par Sébastien Jumel est incontestablement celle qui a la plus grande cohérence à gauche pour défendre les salariés, les retraités et les jeunes de nos territoires. Et, si l'on en croit un sondage publié en avril dernier, la liste de Sébastien Jumel pourrait tutoyer au second tour la liste du président de droite sortant Hervé Morin

Le contraste est saisissant avec les autres listes qui se présentent à vos suffrages : le candidat de droite M. Hervé Morin est dénoncé par sa collègue centriste Mme Nathalie Goulet qui parle de « foutage de gueule ».. 2 listes concurrentes sont issues de la Macronie, l'une menée par Mme Stéphanie Kerbarh, députée actuelle de notre circonscription et l'autre par M. Laurent Bonnaterre, maire de Caudebec-les-Elbeuf. La première a été collaboratrice de l'ancienne députée socialiste Mme Estelle Grelier quand le second est l'ancien directeur de cabinet d'un autre socialiste, M. Laurent Fabius. Côté PS, la situation est tout aussi compliquée, entre les socialistes qui souhaitent faire liste commune avec Sébastien Jumel et appellent à voter pour lui, comme M. Patrick Jeanne, l'ancien maire de Fécamp, et les socialistes rouennais qui ont fait le choix de présenter leur propre candidate, Mme Mélanie Boulanger. Vous, on ne sait pas, mais, nous, on s'y perd un peu dans tous ces micmacs… Enfin, comme à chaque élection, le Rassemblement National parachute des candidats de dernière minute, comme à Fécamp, sans la moindre proposition concrète pour remédier aux difficultés de notre territoire. Et comme lors de chaque élection, un peu partout en France, des candidats RN sont démissionnés en catastrophe par leur direction nationale lorsque refait surface leur passé raciste ou violent ou bien lorsqu'ils profèrent des ignominies comme leur candidat en Franche-Comté qui a trouvé drôle de faire de l'humour sur le suicide des agriculteurs

Et si on tournait la page ? Si on apportait un peu d'air frais dans ces élections ? Si on faisait entendre la voix du monde du travail dans ces élections ? Votez pour Sébastien Jumel !!!

AU SOMMAIRE :

Page 2 : Mme Tessier, la candidate de droite, licencie au CCAS

Pages 3 : taxe poubelle : allons voter, sanctionnons-les !

Page 4 : Aurélien Simon, infirmier à Fécamp, candidat aux élections régionales. Patrick Jeanne, LFI, les radicaux de gauche soutiennent Sébastien Jumel aux élections régionales

Page 5 - 6 : Coup de projecteur sur Sébastien Jumel et ses colistiers.

Page 7 : concours d'ignominies au Rassemblement National de Marine Le Pen

Page 8 : on ne sort pas du nucléaire comme on sort de sa douche...

Page 9 : en finir avec l'économie de casino

JEUDI 10 JUIN 14 H, COUR DE LA MAIRIE DE FECAMP
manifestation de solidarité avec les salariées du CCAS

« FORTS DE NOTRE EXPERIENCE ET SURS DES VALEURS HUMANISTES QUE NOUS PORTONS »…

PARLONS-EN, MME TESSIER !

On pouvait espérer que la nouvelle répartition des taches au sein de la mairie à l'issue des élections municipales allait ramener un peu de sérénité dans la gestion chaotique du CCAS (cf. le Rouge-Gorge de février 2020), par Mme Dominique Tessier qui est désormais chapeautée par le 3ème adjoint, Monsieur David Roussel. Malheureusement, rien n'a vraiment changé comme en témoigne la récente tentative de licenciement pour « inaptitude » d'une employée de 54 ans, amenant le syndicat CGT à organiser une manifestation dans la cour de la mairie ce jeudi 10 juin, à 14 heures. Non sans raison, le syndicat fait valoir à Mme Tessier que d'autres solutions existent, comme la réaffectation de la salariée sur un poste aménagé compatible avec son inaptitude

Ce nouvel épisode vient encore alourdir l'atmosphère délétère qui règne actuellement au sein du CCAS : des auxiliaires de vie se sont retrouvées avec une banque d'heures supplémentaires non payées qui a atteint, pour certaines salariées, jusqu'à 500 heures.
Auparavant, le temps de déplacement en voiture des auxiliaires de vie entre 2 prestations n'était même pas comptabilisé comme temps de travail ! Depuis le 1er décembre 2020, grâce à l'action de la CGT, l'intégration de ces temps de déplacement dans le temps de travail a été, enfin, actée par Madame Tessier et Monsieur Roussel, à hauteur de 45 mn par jour… mais à ce jour, ce temps intermédiaire est appliqué sur la base d'un logiciel forfaitaire et non au temps réel…
Cette exploitation digne du XIXème siècle des agent-es du CCAS masque mal la volonté de la mairie de bloquer par tous les moyens le temps de travail des salarié-es en dessous de 27 h 30 car, au-delà, la mairie serait obligée de les affilier à la caisse de retraite CNRACL. Hors, dans la pratique quotidienne, entre les interventions aux domicile des bénéficiaires du CCAS et les déplacements entre 2 prestations, le temps de travail hebdomadaire des agent-es est plus proche des 35 heures que de 27 h 30 !
Cette gestion ahurissante du CCAS fait actuellement l'objet d'une plainte au tribunal administratif, de 14 recours gracieux préalables à un recours au tribunal et 6 autres dossiers sont cours de constitution. Fortes du soutien de la CGT, les aides à domiciles sont décidées à faire valoir leurs droits et il y a bien peu de chances que Madame Tessier sorte indemne de cette cascade de recours judiciaires… Ce qui n'empêche pas cette dernière, tout honte bue, de se présenter aux élections départementales en écrivant dans sa circulaire électorale qu'elle se présente avec Monsieur Bazille « forts de notre expérience et sûrs des valeurs humanistes que nous portons ». Des propos qu'il faudra ranger en bonne place au musée de la langue de bois électorale … On ne gère pas un CCAS comme une banque…
A l'initiative de Jacques Louiset, conseiller municipal PCF de Fécamp, le syndicat CGT des agents territoriaux a demandé aux élus d'opposition du conseil municipal de faire usage de leur tribune au sein du magazine municipal pour dénoncer la souffrance au travail dont sont victimes les agent-es du CCAS et de la ville. Vous trouverez ci-contre le texte de cette tribune

La tribune des élus de l'opposition dans le magazine municipal de Fécamp

Lors des vœux, Mme le Maire déclarait « malgré la crise, Fécamp se transforme et s'embellit ». Le cadre de vie est important, mais la vie de la cité l'est davantage.

Mme le Maire poursuit sa politique malgré l'avertissement des dernières municipales. La gestion du personnel municipal est toujours aussi calamiteuse et a provoqué la colère de nombreux agents à plusieurs reprises. L'audit réalisé à grands frais par la municipalité n'aura servi à rien. Cet audit pointe clairement la responsabilité des élus dans la gestion du personnel municipal. Mais rien n'a évolué, les agents sont en souffrance, le malaise grandit, faute de réponses de la collectivité. Nous sommes des élus de terrain et de nombreux agents de la ville de Fécamp se confient à nous pour nous expliquer leurs mauvaises conditions de travail. Par cette tribune commune nous souhaitons leur apporter notre soutien et informer les habitants du climat délétère dont ils souffrent. La loi de 2019 contribue à démanteler le service public en permettant de remplacer des départs d'agents titulaires par des contrats à durée déterminée, la Ville de Fécamp y recourt systématiquement. La disparition programmée des comités consultatifs tels que le Comité Technique ou le Comité Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail, où les organisations syndicales pouvaient défendre le droit des salariés, nous inquiète fortement dans le contexte actuel.

La majorité va-t-elle enfin entendre la souffrance des agents ? Nous demandons qu'une enquête sur les conditions de travail soit réalisée au plus vite et que ses résultats soient rendus publics. Nous défendrons toujours le service public, le service rendu par les agents auprès des fécampoises et des fécampois.

Ismaël Boskos, Céline Cuisnier, Patrick Jeanne, Chantal Lambert, Laure-Isabelle Ligaudan, Jacques Louiset, Bénédicte Martin, Emmanuel Patry

L'augmentation de la taxe poubelle: c'est eux!

LES 20 ET 27 JUIN, ALLEZ VOTER,

SANCTIONNEZ-LES !

Les factures de la nouvelle taxe poubelles commencent à tomber dans les boîtes aux lettres et elles font mal aux petits budgets. Ainsi, un couple de retraités de Senneville a vu sa taxe flamber de 119 à 604 €. Un commerçant de Fécamp s'est retrouvé avec une taxe poubelle qui est passée de 101 € à 361 €, auxquels il faut rajouter une taxe supplémentaire de 8,25 € prélevée par le service des impôts pour « frais de gestion » . Un impôt sur l'impôt, en quelque sorte… La douloureuse s'élève donc au final à 369 €, soit une augmentation de 363 %

Les lecteurs du Rouge-Gorge se souviennent qu'en avril dernier, Mme Poussier-Winsback et Mme Tessier sont parvenues, avec leur majorité de droite, à faire voter cette hausse de l'impôt poubelles, à la faveur d'un tour de passe-passe administratif consistant à transformer la REOM (Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères) et TEOM (Taxe d'Enlèvement d'Ordures des Ménagères). Et elles n'y sont pas allées avec le dos de la cuillère puisque le nouveau taux d'imposition sera de 17,3 %. Rappelons, pour mémoire, que partout ailleurs en France, le taux moyen n'est que de 9,02 %

Pour connaître les dessous peu ragoûtants de cette hausse abusive, consultez le Rouge-Gorge du mois de mars

Aurélien Simon, le porte-parole du collectif « Redevance 2020 agglo de Fécamp » aux côtés de Jacques Louiset, conseiller municipal de Fécamp et secrétaire de la section du PCF

ELECTIONS REGIONALES

UN FECAMPOIS POUR DEFENDRE LES FECAMPOIS

C'est une des constantes du parti communiste : faire entendre la voix du monde du travail dans tous les lieux de décision. Ce sera le cas à la région de Normandie avec la présence sur la liste de Sébastien Jumel d'un infirmier fécampois, Aurélien Simon

Aurélien est infirmier au Centre de gérontologie Yvon Lamour de Fécamp. Il est également militant syndical ainsi que porte-parole du collectif contre l'augmentation de la taxe sur les ordures ménagères, récemment décidée par les élues de droite Mme Poussier-Winsback et Mme Tessier

Applaudir les agents hospitaliers lors de l'explosion de la pandémie, c'était bien. En élire un au conseil régional qui aille demander des comptes aux responsables de la pénurie de masques, de la pénurie de vaccins, de la pénurie de gel hydro-alcoolique, ce sera encore mieux !

1 : Un vaccin produit en Normandie !

2 : La gratuité des transports pour les jeunes

3 : 200 médecins salariés dans les déserts médicaux

4 : Une allocation autonomie jeunesse

5 : Aucun habitant à plus de 15 minutes des services publics et des transports

6 : Un accompagnant pour chaque enfant en situation de handicap

7 : La gratuité des ponts de Normandie et Tancarville

8 : Une agriculture et une pêche à taille humaine mieux accompagnées

9 : Produire made in Normandie avec notre industrie

Patrick Jeanne appelle à voter pour Sébastien Jumel, son « frère de la côte »

L'ancien maire de Fécamp, Patrick Jeanne, appelle à voter pour Sébastien Jumel : « C'était un très bon maire, un très bon vice-président du département, c'est un député très actif, un élu de terrain qui nous ressemble et un « frère de la côte ». Je vois dans sa candidature une chose positive pour le littoral qui est un grand oublié dans les affaires rouenno-rouennaises »

Les Radicaux de Gauche appellent également à voter pour Sébastien Jumel

Franck Guéguéniat, responsable du Parti des Radicaux de Gauche du Calvados et sa collègue Muriel Jozeau-Marigné, adjointe au maire de Cherbourg en Cotentin font partie des personnalités qui ont décidé de voter pour la liste de rassemblement menée par Sébastien Jumel aux élections régionales

LFI aussi

Sébastien Jumel

Rassemblement de la gauche combative républicaine et écologiste

Élections régionales et départementales 20 et 27 juin 2021

En Normandie, il faut que ça change pour que le monde du travail soit enfin entendu, défendu, et surtout respecté !

À quelques semaines des élections régionales, qui ont lieu d'ailleurs le même jour que les départementales, je me suis dit une chose simple : le risque est grand que les habitants, les Normandes, les Normands, ne se préoccupent pas de cette élection.

D'abord parce qu'on ne sait pas trop à quoi sert la Région, et que la variable d'ajustement des politiques libérales qui y sont menées sont toujours les mêmes : le monde du travail.

Et si au lieu de dire qu'on était fiers de la Normandie, on disait plutôt qu'on était fiers des Normandes et des Normands ? Si au lieu de continuer avec ceux qui dirigent et ne changent rien, on faisait rentrer la voix de la France qui travaille, de ces salariés dans l'hémicycle à la Région ?

La Région, c'est 1,9 milliard d'euros de budget. C'est la santé, l'aménagement du territoire, la formation, l'agriculture, la pêche, tout ce qui fait la vie, la culture, le tourisme et les loisirs.

Les libéraux, qu'ils soient peints en bleu, peints en rose, et même, puisque c'est la mode, peints en vert, n'apportent aucune réponse aux crises et refusent de prendre en compte et d'écouter l'avis du monde du travail.

Il est temps que ça change et qu'ils soient enfin entendus, écoutés, défendus.

« Pour moi les élections régionales doivent permettre de **porter haut et fort la voix des soignants.** » - *Julie, infirmière*

« La région doit mieux s'occuper de la formation professionnelle, des problèmes de financement pour les jeunes.» - *Mahmoud, patron pêcheur*

« **L'élection régionale doit permettre la reconnaissance de nos métiers**, le développement de nos entreprises, et valoriser le made in France »
- *Jean-Christrophe, ouvrier dans la fonderie*

« La candidature de Sébastien Jumel, c'est la candidature de la solidarité, de tous les Normands, qu'on soit ouvrier, employé, technicien, cadre, … »
- *Nicolas, technicien d'exploitation d'énergie*

« **MA PRIORITÉ, C'EST L'EMPLOI** »
- *Peggy, opératrice de plasturgie*

« **La Région doit préserver nos différentes usines** »
- *David, opérateur graisseur dans le flaconage*

« La Région doit **valoriser le travail à la française** » - *Pauline, trieuse de verre*

« Sébastien Jumel défend la Normandie à l'Assemblée Nationale » - *Anthony, soudeur*

« **La Région doit prendre soin des habitants**, les prendre enfin en considération, avec leurs besoins, sur l'ensemble du territoire, notamment pour les trains, et arrêter la déshumanisation des gares »
- *Laétitia, contrôleuse à bord des trains*

« **La Région doit faire bouger notre quotidien** » - *Déborah, serveuse*

A mes côtés, il y a ces infirmières, aides-soignantes, ces métiers du lien qui ont été au charbon pour prendre soin des habitants pendant la crise. Il y a ceux qui ont nourri le pays (les agriculteurs, les pêcheurs,…) et qui sont allés au boulot pour faire en sorte que la machine tourne pendant la crise. Il y a des salariés des entreprises, d'industries, de fonderies, ou de l'automobile.

Ils sont de ceux qui veulent que leur voix soit entendue. Ils sont les premiers de corvée qui aimeraient bien de temps en temps être les premiers de cordée. Ceux qui ont un petit salaire, un petit statut, et qui sont trop souvent méprisés par la France d'en haut. Ils sont « invisibles » parce que ceux qui dirigent le pays depuis trente ans les ont rendus invisibles, les ont méprisés, pour continuer leurs mauvaises politiques.

Macron et son gouvernement regarderont attentivement le résultat de cette élection. Ils veulent pouvoir revenir avec leur réforme des retraites et de l'assurance chômage. Ils voudraient pouvoir continuer leurs mêmes recettes libérales qui font mal aux vies depuis 30 ans.

Alors si la gauche combative est au rendez-vous, la gauche qui propose de réconcilier fin du monde et fin de mois, écologie concrète et force de travail ; alors je pronostique que l'espoir va se lever en Normandie. Et je pronostique surtout que la voix de ceux qui sont à nos côtés va porter dans l'hémicycle régional.

L'enjeu, c'est que la parole des gens ordinaires, comme dit le géographe Christophe Guilluy, mais que moi je considère comme extraordinaires grâce à leur savoir-faire, grâce à leur intelligence du quotidien, et bien faisons que ces gens ordinaires s'approprient l'hémicycle régional et y fassent entendre leur voix. Si on prend le temps d'écouter l'agriculteur, le pêcheur, l'aide-soignante ou l'infirmière, les salariés des boites, eh bien ils ont des idées concrètes, faciles à mettre en œuvre.

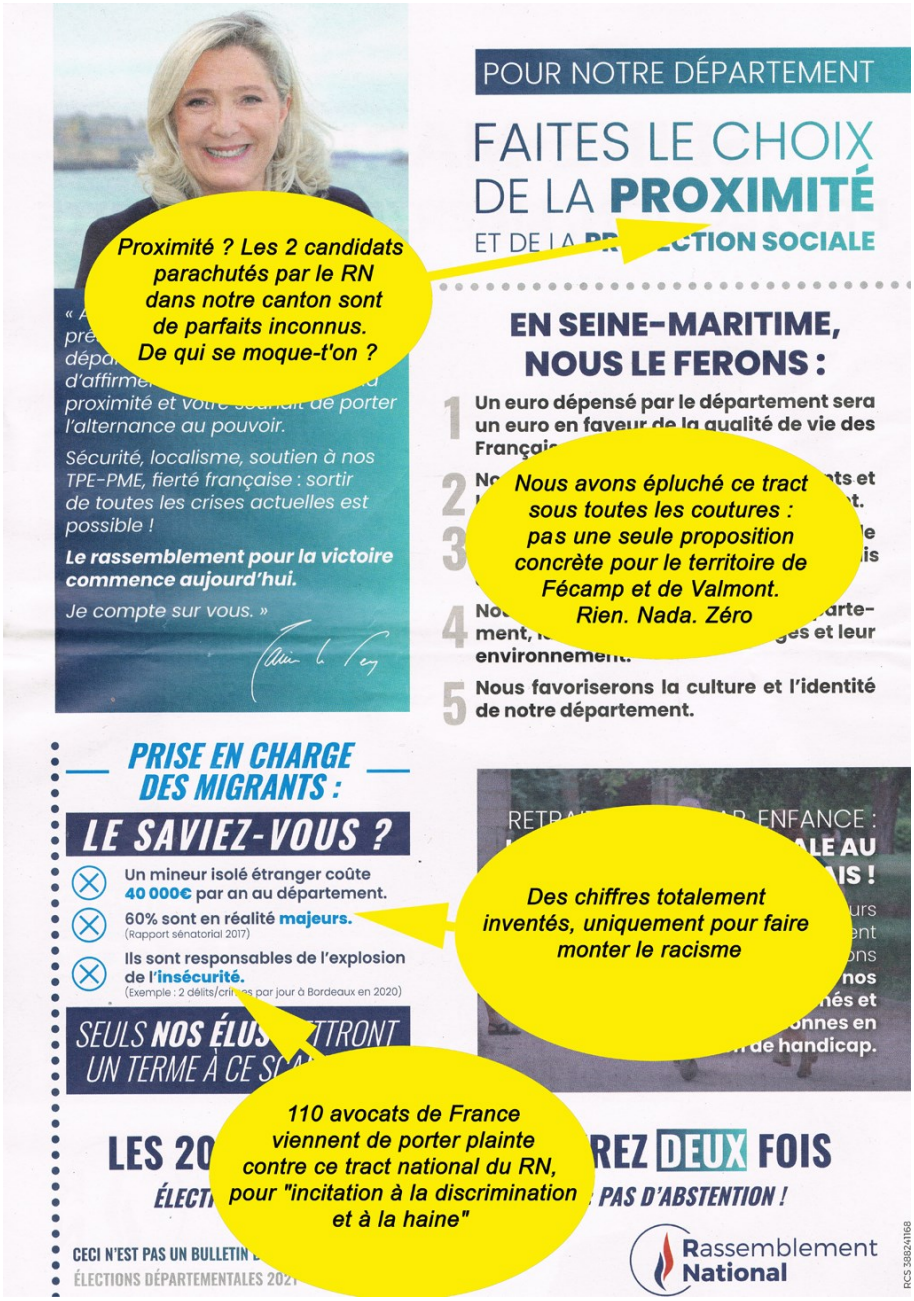
Pour quoi faire ? Pour que la Région soit au cœur de nos vies ! C'est l'enjeu des élections régionales des 20 et 27 juin prochains.

- Sébastien Jumel
Député Normand

sebastienjumel.normandie@gmail.com @sebastienjumel sebastien.jumel.9

RASSEMBLEMENT NATIONAL : RACISME, PARACHUTAGES, ABSENCE DE SOLUTIONS ET BLAGUES POURRIES SUR LE SUICIDE DES AGRICULTEURS. N'EN JETEZ PLUS, LA COUR EST PLEINE !

Nous avons tous reçu par courrier la circulaire électorale du parti d'extrême-droite, que nous reproduisons ci-dessous et contre lequel 110 avocats de France viennent de porter plainte. Son contenu délirant autant que mensonger cible expressément les enfants immigrés isolés. Le Parti de Marine Le Pen n'en est pas à son coup d'essai. Comme à chaque élection, plusieurs de ses candidats se sont fait attraper par la patrouille, obligeant le RN à les démissionner en catastrophe, comme vous pourrez le découvrir dans l'encart ci-contre.



Concours de saloperies au Rassemblement National

A Bordeaux, la candidate du RN écrivait en 20105 et 2020 sur sa page Facebook : *« C'est comme quand tu serres la main d'un juif, tu as intérêt à voir si tu as toujours tes dix doigts. »*

Dans la Creuse, un autre candidat RN a été condamné, le 3 juin, à 9 mois de prison, dont 6 avec sursis, pour violences conjugales. Il avait déjà été condamné à une peine de deux mois d'emprisonnement avec sursis en février pour des menaces de mort contre son ex-épouse, ce qui n'avait pas empêché Marine Le Pen de lui accorder son investiture.

En Corrèze, c'est une candidate qui a déclaré que *« Les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des juifs forment un seul et même mensonge historique. »*

Julien Odoul, la tête de liste du RN pour la région Bourgogne-Franche-Comté a battu tous les records de l'abjection en plaisantant sur le suicide des agriculteurs comme vient de le révéler un enregistrement publié par le journal Libération "L'agriculteur qui se pend au faîtage de son hangar… a-t-il laissé une trace? S'est-il pissé dessus?", lance l'un des élus RN lors d'une réunion avec Julien Odoul, qui en rajoute une couche, provoquant l'hilarité générale de ses collègues d'extrême-droite : "Est-ce que la corde est française ?".

PRODUCTION ÉLECTRIQUE
ON NE SORT PAS DU NUCLÉAIRE COMME ON SORT DE SA DOUCHE

Tous les cinq ans, l'atome s'invite dans la campagne présidentielle. Des candidats à l'élection de 2022 ne manqueront pas d'avancer une sortie rapide du nucléaire, au nom de la « transition énergétique ». Intention louable mais sa concrétisation est plus longue qu'il n'y paraît.

Pour démêler le vrai du faux en matière de nucléaire, reportons-nous à la campagne présidentielle de 2012, au terme de laquelle François Hollande succédait à Nicolas Sarkozy. Le candidat du Parti socialiste promettait aux Français de ramener à 50 % la part de l'électricité d'origine nucléaire dans notre mix énergétique dès 2025, contre plus de 75 % en 2012. Il s'engageait parallèlement à développer l'éolien et le photovoltaïque comme énergies renouvelables. Cette promesse n'était que tactique. Hollande et la direction du Parti socialiste donnaient ce gage aux antinucléaires d'Europe Écologie-les Verts à une condition : qu'ils investissent Eva Joly plutôt que Nicolas Hulot pour les représenter lors de cette élection. Car Hulot pouvait faire un bon score, ce qui risquait de placer le candidat Hollande à la troisième place au soir du premier tour, derrière Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen.

MICHEL GAILLARD / REA

Réduire à 50 % la part de l'électricité issue du nucléaire (67 % aujourd'hui), un objectif inatteignable avant au moins 2035.

PROMESSES ET RÉALITÉ

Lionel Jospin avait été éliminé de cette manière en 2002, devancé au premier tour par Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen. Pour Hollande, ce risque fut écarté grâce à l'investiture d'Eva Joly, qui ne recueillit que 2,31 % des suffrages. En contrepartie, le PS s'abstint de présenter des candidats dans une trentaine de circonscriptions dans lesquelles il appela à voter pour les candidats verts, leur permettant d'avoir un groupe de députés à l'Assemblée nationale et des ministres au gouvernement, dont Cécile Duflot au logement.

Cinq ans plus tard, Nicolas Hulot devint ministre de la Transition écologique et solidaire dans le gouvernement dirigé par Édouard Philippe, à la suite de l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée. À ce poste, Hulot fut amené à constater que la promesse de François Hollande n'était pas tenable. Il expliqua qu'il faudrait attendre 2035 pour ramener à 50 % la part du nucléaire dans notre production d'électricité.

En 2020, le taux du nucléaire dans notre mix électrique était de 67 %, contre 70 % en 2019. Mais la France a réduit sa consommation d'électricité l'an dernier en raison du recul de l'activité économique pour cause de Covid-19. Dans le même temps, l'apport total des énergies renouvelables est monté à 25 % dont plus de la moitié (13 %) provenait des barrages qui existent depuis longtemps en France. L'éolien a fourni 7,9 % de l'électricité en 2020 et le solaire seulement 2,5 %. Comme elles dépendent du vent et du soleil, ces deux énergies ne sont pas pilotables. Quand celles-ci ne produisent pas, les centrales nucléaires augmentent leur production afin d'éviter toute rupture dans l'alimentation du pays.

En Allemagne, tandis que la part du nucléaire se réduit, le bilan carbone de la production électrique du pays ne cesse d'augmenter.

DÉPENDANCE À LA MÉTÉO

L'Allemagne est en train de sortir du nucléaire et le bilan carbone de sa production électrique ne cesse d'augmenter, de même que le prix de l'électricité pour les ménages. Car il faut alimenter les centrales à charbon quand le pays manque de vent et de soleil. Voilà pourquoi on ne sort pas du nucléaire comme on sort de sa douche. En France, par temps de grand froid, on risquerait même de manquer d'électricité et d'eau chaude pour la douche. ★

GÉRARD LE PUILL
glepuill@humanite.fr

SORTIR D'UNE « ÉCONOMIE DE CASINO »

JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU
Économiste et syndicaliste

Comme à chaque printemps les actionnaires passent aux guichets des banques. Alors que la crise est loin d'être terminée, les sociétés du CAC 40 leur distribueront cette année plus de 51 milliards de dividendes, un montant en hausse de 42 %. Tandis que les entreprises battent des records d'endettement, dans plusieurs cas les sommes attribuées sont supérieures aux bénéfices affichés. Cela sur fond d'« exubérance des indices ». Actions, dettes spéculatives, matières premières... le prix des actifs flambe sans référence aux risques pris. Bitcoin, Dogecoin, Etherum... ces cryptomonnaies souvent curieuses se révèlent comme des instruments de spéculation.

Il n'y a jamais eu autant d'argent en circulation en raison de la stratégie des banques centrales, qui souhaitent éviter un effondrement des économies. Un sauvetage qui se fait au prix d'une montée des risques pour demain. En raison de l'abondance de monnaie, comme à la belle époque pour les tramways de Buenos Aires ou les chemins de fer bulgares, les financiers se précipitent sur des projets clinquants, délaissant des investissements solides. Les taux d'intérêt étant au plus bas, ils sont par ailleurs tentés de faire du rendement en choisissant des actifs très risqués.

Ainsi se bâtit, jour après jour, une « économie de casino ». L'image est héritée de l'économiste britannique J. M. Keynes. Elle a près de cent ans mais est toujours pertinente pour décrire la dérive des marchés. Pour Keynes, plus les marchés financiers prospéraient et plus la tendance à la spéculation s'accroissait (1). Quand les investisseurs n'ont plus comme préoccupation l'avenir de l'économie mais de gagner vite de l'argent, la spéculation financière envahit tous les compartiments de la société. Et on pourrait ajouter « jusqu'à dégénérer en crise morale ».

Quand les investisseurs n'ont comme seul souci que de gagner vite de l'argent, la spéculation financière envahit tous les compartiments de la société.

Pour « faire de l'argent », les Bourses ont besoin que se poursuive l'alimentation en liquidités par les banques centrales, qui voudront pourtant à un moment donné sortir de cet engrenage. Sans artifice financier, les dividendes ne pourront continuer à se maintenir à leur niveau actuel. Voilà qui annonce une sévère confrontation avec le salariat, confrontation fort justifiée pour le partage de la valeur ajoutée. Face à cette échéance prévisible, il y a urgence à ouvrir un grand débat sur les moyens de conjurer le krach social qui menace. C'est bien le cadre global d'action de la finance qu'il faut revoir, réformer, rebâtir pour répondre aux besoins humains.

La constitution d'un pôle financier public pourrait permettre à la collectivité d'imposer des choix axés sur la satisfaction des besoins sociaux et économiques avec une visée de long terme. Dans le contexte actuel, la priorité de ce pôle financier public serait de soutenir un plan de développement économique et social. Ce pôle pourrait, d'une manière plus générale, avoir plusieurs missions, dont celle de contribuer au renforcement de l'appareil productif, celle de participer à la reconquête de l'industrie et celle enfin de diriger l'épargne populaire vers la satisfaction de besoins sociaux et économiques. Reprendre le contrôle du crédit et de la monnaie, tel est le défi social, environnemental et économique auquel nous sommes confrontés. ★

(1) La phrase exacte, écrite en 1936, est : « Lorsque, dans un pays, le développement du capital devient le sous-produit d'un casino, il risque de s'accomplir en des conditions défectueuses. »